

ROYAUME DU MAROC
MINISTERE DE L'INTERIEUR
REGION DE FES MEKNES

APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRES DE PRIX N° : 20/RFM/2018
du 06/07/2018 à 10 heures

Objet :

**ETUDE DE MISE EN PLACE D'UN COMPLEXE REGIONAL
DE VALORISATION DES PRODUITS ET DES METIERS DE
L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE
REGION FES-MEKNES**

CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES
ARTICLE 2 : DESCRIPTION DU CONTEXTE DE L'ETUDE
ARTICLE 3 : CONSISTANCE DE L'ETUDE
ARTICLE 4 : MODE DE PASSATION DU MARCHE
ARTICLE 5 : Pièces constitutives du marché
ARTICLE 6 : REFERENCES AUX TEXTES GENERAUX
ARTICLE 7 : MAITRE D'OUVRAGE
ARTICLE 8 : DELAI D'EXECUTION - DELAI D'APPROBATION - DELAI deS Corrections
ARTICLE 9 : RÉFÉRENCES ET COMPOSITION DE L'ÉQUIPE DU PRESTATAIRE
ARTICLE 10 : PENALITES DE RETARD
ARTICLE 11 : NATURE DES PRIX
ARTICLE 12 : MODE DE REMUNERATION
ARTICLE 13 : DOMICILIATION DE PAIEMENT
ARTICLE 14 : CAUTIONNEMENT
ARTICLE 15 : RECEPTION Provisoire Et définitive
ARTICLE 16 : RETENUE DE GARANTIE
ARTICLE 17 : NANTISSEMENT
ARTICLE 18 : VALIDITE DU MARCHE
ARTICLE 19 : RESILIATION
ARTICLE 20 : ARRET DE L'ETUDE
ARTICLE 21 : TAXES ET IMPOTS
ARTICLE 22 : FRAIS DE TIMBRES ET D'ENREGISTREMENT
ARTICLE 23 : ELECTION DE DOMICILE
ARTICLE 24 : PROPRIETE DE L'ETUDE
ARTICLE 25 : SECRET PROFESSIONNEL
ARTICLE 26 : SOUS TRAITANCE
ARTICLE 27 : CONTESTATIONS
ARTICLE 28 : CAS DE FORCE MAJEURE
ARTICLE 29 : ASSURANCES
ARTICLE 30 : DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION
ARTICLE 31- BORDEREAU DU PRIX GLOBAL ET DECOMPOSITION DU MONTANT GLOBAL

ETUDE DE MISE EN PLACE D'UN COMPLEXE REGIONAL DE VALORISATION DES PRODUITS ET DES METIERS DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE REGION FES-MEKNES

Marché passé par appel d'offres ouvert sur offres de prix en application des dispositions de l'alinéa 2 du paragraphe 1 de l'article 16, du paragraphe 1 de l'article 17 et de l'alinéa 3 du paragraphe 3 de l'article 17 du Décret n° 2-12-349 du 8 Joumada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

ENTRE :

La Région de FES MEKNES représentée par Monsieur Le Président du conseil Régional de Fès-Meknès, désigné, ci-après, par le Maître d'Ouvrage.

D'UNE PART

ET :

1. Cas d'une personne morale

M.qualité

.....

Agissant au nom et pour le compte

de..... en vertu des
pouvoirs qui lui sont conférés.

Au capital social..... Patente n°

.....

Registre de commerce deSous le n°.....

Affilié à la CNSS sous n°

Faisant élection de domicile au

Compte bancaire n° (RIB sur 24

positions).....ouvert auprès

de.....

Désigné ci-après par le terme « **Prestataire** ».

D'autre part

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIV

2. Cas de personne physique

M.

Agissant en son nom et pour son propre compte.

Registre de commerce deSous le n°.....

Patente n°

Affilié à la CNSS sous n°

Faisant élection de domicile au

Compte bancaire n° (RIB sur 24 positions) ouvert auprès de.....

Désigné ci-après par le terme « **Prestataire** ».

D'autre part

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIIT

3. Cas d'un groupement

Les membres du groupement soussignés constitués aux termes de la convention(les références de la convention)..... :

- **Membre 1 :**

M.qualité

Agissant au nom et pour le compte deen vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.

Au capital social Patente n°

Registre de commerce deSous le n°.....

Affilié à la CNSS sous n°

Faisant élection de domicile au

Compte bancaire n°(RIB sur 24 positions).....ouvert auprès de.....

- **Membre 2 :**

(Servir les renseignements le concernant)

-
-

- **Membre n :**

-
.....
-
.....

Nous nous obligeons (conjointement ou solidairement, selon la nature du groupement) ayant

M..... (prénom, nom et qualité) en tant que mandataire du groupement et coordonnateur de l'exécution des prestations, ayant un compte bancaire commun sous n° (RIB sur 24 positions).....

ouvert auprès de

Désigné ci-après par le terme « **Prestataire** ».

D'AUTRE PART

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES :

Le présent appel d'offres a pour objet la réalisation d'une étude de mise en place d'un complexe régional de valorisation des produits et des métiers de l'économie sociale et solidaire de la région Fès Meknès.

Le lieu d'installation de ce complexe est la ville de Fès mais il vise à impulser une nouvelle dynamique socio-économique aux activités dans ce domaine, à créer de l'emploi et de la valeur ajoutée à l'échelle de la région.

ARTICLE 2 : DESCRIPTION DU CONTEXTE DE L'ETUDE

L'économie sociale et solidaire s'est développée partout dans le monde, aussi bien dans des pays développés qu'en développement, et occupe de plus en plus une place importante dans les économies nationales.

Eu égard de cette évolution, une prise de conscience générale de l'ensemble des acteurs nationaux de l'importance du secteur de l'économie sociale et solidaire dans la création de la valeur ajoutée et de l'emploi, dans la lutte contre la pauvreté, la précarité et l'exclusion, s'est traduite par la mise en œuvre d'une stratégie nationale pour le développement de l'économie sociale et solidaire.

En effet, le gouvernement a accordé une place de choix au développement de l'économie sociale et solidaire. Il entend en faire l'un des piliers de l'économie locale et une locomotive de développement des activités génératrices de revenus et d'emplois sur l'ensemble du territoire national.

La région de Fès-Meknès, de par ses compétences notamment en matière de développement économique et la promotion de l'économie sociale et des produits régionaux¹, s'est fortement investie dans la mise en œuvre de plusieurs actions pour la promotion de l'économie sociale et solidaire, dont l'organisation du premier salon régional des produits de l'économie solidaire².

C'est dans ce cadre que la région de Fès Meknès a décidé de lancer cette étude pour la création d'un complexe régional de promotion des produits et des métiers de l'Economie Sociale et solidaire dans la région, ceci sur la base de la reconversion d'une pépinière d'entreprises en un complexe polyfonctionnel de l'économie sociale et solidaire situé au quartier BENSOUHA dans la ville de Fès.

¹ Article 82 de la loi organique relative aux régions.

² Cette première édition a été menée conjointement par le Conseil de la région Fès-Meknès et le Ministère de l'Artisanat et de l'économie Sociale et Solidaire.

ARTICLE 3 : CONSISTANCE DE L'ETUDE

Les prestations objet de cet appel d'offres comprennent les missions suivantes :

Mission I : Cadrage méthodologique

Lors de cette première phase, le contractant doit produire une note détaillée concernant la méthodologie proposée pour la conduite de l'étude.

A travers cette note, le contractant doit relater :

- la compréhension de l'étude et des enjeux de l'économie sociale et solidaire au niveau régional ;
- une présentation de la démarche à suivre par mission et les activités proposées pour accomplir les missions ;
- Un calendrier d'intervention détaillant les grandes étapes de l'étude et la durée de réalisation de chaque mission.
- La présentation de l'équipe, qui comportera :
 - une note présentant la structure de l'équipe et les rôles et compétences mobilisées pour chaque mission ;
 - les CV des consultants et experts.

Mission II : Diagnostic et opportunités

L'objet de cette mission consiste d'une part à dresser un état des lieux de l'économie sociale et solidaire dans la région de Fès Meknès : effectifs, matières premières, produits, marchés, filières porteuses, etc.).

Et d'autre part à effectuer un sondage d'opinion auprès des acteurs concernés pour recueillir les avis et les propositions à propos **des composantes** du projet et les questions relatives à l'opportunité de sa création au niveau régional et de son implantation dans le lieu proposé par la région.

Cette mission comporte deux composantes : une **étude documentaire** et une **action de concertation** avec les différentes parties prenantes composées essentiellement des coopératives et des associations agissant dans le domaine de l'économie sociale et solidaire.

1^{ère} composante :

Dans ce cadre, le contractant doit établir un diagnostic, fondé sur la collecte des données et l'analyse des facteurs qui déterminent les caractéristiques du territoire de la région de Fès Meknès, dans sa dimension régionale et en l'inscrivant dans un cadre national, les potentialités naturelles, économiques et sociales, ainsi que les éventuelles contraintes et dysfonctionnements qui entravent son développement.

2^{ème} composante :

Le contractant s'attachera, selon une approche participative, de réaliser des enquêtes auprès des coopératives et des associations de la région pour recueillir leurs points de vue quant à leur besoin et le rôle attendu d'un tel espace et aussi leurs avis quant à la faisabilité du projet dans le site choisi.

Par ailleurs, cette enquête s'articulera sur des questionnaires et d'éventuelles journées organisées au profit de ces acteurs locaux pour pouvoir cerner les enjeux majeurs, les tendances des évolutions possibles, en vue de cerner les composantes du projet sur site et le dimensionnement de ses espaces afin de permettre à cet espace de jouer pleinement son rôle dans la promotion et le développement de l'économie sociale et solidaire.

Cette mission donnera lieu à l'élaboration d'un Rapport d'analyse et de diagnostic de l'état des lieux de l'économie sociale et solidaire dans la région et un rapport circonstancier de l'enquête auprès des acteurs concernés avec les synthèses respectives.

Mission III : Benchmark

Les conclusions de la phase précédentes doivent être confrontées et consolidées par un benchmark dégagant les enseignements de trois expériences similaires, nationales ou étrangères, réalisées dans le domaine de l'économie sociale et solidaire.

Lors de cette phase le consultant devra proposer le benchmark de trois expériences nationales et/ou étrangères de cas réels ayant connu une réussite en matière de viabilité et de pérennité de ce type de projet, et déduire les bonnes pratiques à inspirer pour mieux argumenter les conclusions lors de la présentation de la modélisation des espaces, leurs utilisations et les impacts attendus.

La présentation de ces expériences est également une aide précieuse pour arrêter le mode fonctionnement de gestion, de financement et de gouvernance du projet approprié au contexte de la région.

Cette deuxième mission aboutira à la production par le consultant d'un rapport détaillant les expériences identifiées et les conclusions sur les points forts les points faibles de chacune d'elles avec une synthèse des leçons à retenir.

Mission IV : Faisabilité

Suite l'examen des différentes questions relatives à l'opportunité du projet, le contractant doit se pencher sur les différents aspects de sa faisabilité. Il ne s'agit évidemment pas des études techniques de réalisation d'ouvrage mais de multiples investigations portant sur le support foncier (superficie et dimensions, mode de mobilisation, etc), le dimensionnement du projet et de ses composantes du projet, la maîtrise d'ouvrage, le financement (montant, mode et sources), le mode de gouvernance et de rationalisation du complexe.

Les premières indications relatives au site mis à disposition du projet par la région se présentent comme suit :

Il s'agit d'un espace, sis au quartier industriel Ben Souda à la Ville de Fès, ayant été destiné à la création d'une pépinière d'entreprises, et s'étend sur une superficie de 12.948 m². Des bâtiments ont été construits dont voici la déclinaison :

- 04 locaux d'une superficie de 50 m² ;
- 15 locaux d'une superficie de 60 m² ;
- 06 locaux d'une superficie de 80 m² ;
- 02 locaux d'une superficie de 100 m² ;
- 06 locaux d'une superficie de 140 m² ;
- 02 locaux d'une superficie de 180 m².

Le contractant doit procéder lors de cette mission à la proposition d'un minimum de deux variantes concernant les composantes du projet et le dimensionnement de ces espaces en fonction des potentialités que représente chaque filières de l'économie sociale et solidaire et les avis recueillis lors de la mission d'enquête auprès des acteurs concernés.

Le contractant est appelé également à présenter le mode d'organisation et de gestion, le dispositif de financement, les activités, les missions à adopter pour ce complexe afin d'assurer sa pérennité et l'optimisation de son exploitation dans le cadre des objectifs arrêtés initialement. Il y a lieu aussi de présenter les mécanismes de l'animation et de promotion afin de garantir la réussite de ce projet qui est appelé à devenir un site pilote dans le domaine, pouvant induire des projets similaires.

Cette mission donnera lieu à un rapport détaillé et une synthèse et qui feront l'objet d'une présentation devant le comité de pilotage du projet.

ARTICLE 4- MODE DE PASSATION DU MARCHÉ

Le présent marché est passé par appel d'offres ouvert sur offres de prix en application de l'alinéa 2 du paragraphe 1 de l'article 16 et du paragraphe 1 de l'article 17 et l'alinéa 3 du paragraphe 3 de l'article 17 du Décret n° 2.12.349 du 8 Joumada I 1434 (20 mars 2013), relatif aux marchés publics.

ARTICLE 5 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ :

Les pièces constitutives du marché comprennent :

- L'acte d'engagement.
- Le présent Cahier des Prescriptions Spéciales.
- L'offre technique.
- le bordereau du prix global et décomposition du montant global par poste
- Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de services portant sur les prestations d'études et de maîtrise d'œuvre (CCAG-EMO) ;

En cas de contradiction ou différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre ou elles sont énumérées.

ARTICLE 6 - REFERENCES AUX TEXTES GENERAUX :

En outre, pour tout ce qui n'est pas en contradiction avec le présent marché, le Bureau d'études reste soumis aux dispositions des textes généraux suivants :

- 1) Dahir n°1-15-83 du 20 ramadan 1436 (7 juillet 2015) portant promulgation de la loi organique n° 111-14 relative aux régions ;
- 2) Le Décret n° 2-12-349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics ;
- 3) Le Décret n° 2.17.449 en date du 23 Novembre 2017 relatif à la comptabilité publique des régions et de leurs groupements ;
- 4) Le Dahir des Obligations et Contrats et notamment son article 769.
- 5) le Dahir n°1-15-05 du 29 Rabii II 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi n°112-13 relative au nantissement des marchés publics.
- 6) Décret n° 2.01.2332 du 22rabii I 1423 (04 juin 2002) approuvant Le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G-EMO) applicables aux marchés de services portant sur les prestations d'études et de maîtrise d'œuvre passées pour le compte de l'Etat (CCAG-EMO).
- 7) Décret n° 2-16-344 du 17 Chaoual 1437 (22 juillet 2016) fixant les délais de paiement et les intérêts moratoires relatifs aux commandes publics.
- 8) L'Arrêté n° 20-14 du 8 Kaada 1435 (4 Septembre 2014) relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics.
- 9) Arrêté du Chef du Gouvernement n° 3-302 du 27 novembre 2015 fixant les règles et les conditions de révision des prix des marchés publics ;
- 10) Le code général des impôts institué par l'article 5 de la loi de finances n°43-06 pour l'année budgétaire 2007.
- 11) Tous les textes législatifs et réglementaires concernant l'emploi, les salaires de la main d'œuvre particulièrement le décret n°2-14-343 du 22 juin 2014 portant fixation des montants du salaire minimum légal dans l'industrie, le commerce, les professions libérales et l'agriculture.
- 12) Circulaire n° 72/CAB du 26 novembre 1992 d'application du Dahir n°1-56-211 du 11 décembre 1956 relatif aux garanties pécuniaires des soumissionnaires et adjudicataires de marchés publics ;
- 13) Tous les textes réglementaires ayant trait aux marchés rendus applicables à la date de signature du marché.

ARTICLE 7 - MAITRE D'OUVRAGE

Le Maître d'ouvrage est : **LE CONSEIL DE LA REGION FES MEKNES** et la supervision de l'exécution de l'étude sera assurée par **l'AREP-FM**.

ARTICLE 8 - DELAI D'EXECUTION - DELAI D'APPROBATION - DELAI DES CORRECTIONS :

Le délai global d'exécution de la présente étude est de **Cinq mois** réparti comme suit :

Désignation	Délai
Mission I : Cadrage méthodologique	15 Jours
Mission II : Etat des lieux de l'économie social et solidaire dans la région (matière première, produits, filières porteuses, etc.) et un sondage d'opinion auprès des acteurs concernés concernant les composantes du projet et sa faisabilité dans le lieu dispensé par la région.	2 mois
Mission III : Benchmarks des expériences similaires (Deux nationaux et deux internationaux) pour mieux argumenter le choix des composantes du projet et son mode de gouvernance.	1 mois
Mission IV : Présentation du modèle arrêté ; ses composantes, le dimensionnement approximative des espaces, le mode de gouvernance et de gestion du complexe.	1 mois et 15 jours

Le délai d'exécution de chaque mission de l'étude commencera à prendre effet, à partir de la date fixée dans l'ordre de service pour commencer chaque mission de l'étude jusqu'à la remise des dossiers définitifs, de chaque mission de l'étude, dûment approuvés par l'Administration.

Les rapports provisoires avec leur synthèse sont remis en cinq exemplaires et sur support informatique. Alors que les rapports définitifs et leurs synthèses sont déposés en Dix exemplaires et sur support informatique.

A l'issue de chaque phase, le maître d'ouvrage procède à l'examen du rapport produit par le prestataire. A chaque fois, le maître d'ouvrage se réserve un délai vingt (20 jours) pour appréciation.

Le délai précité est décompté à partir de la date de la remise par le prestataire, du rapport et documents concernés.

Durant chaque délai susvisé, le maître d'ouvrage doit :

- Soit accepter le rapport sans réserve ;
- Soit inviter le prestataire à procéder à des corrections ou améliorations pour remettre les documents dans leurs versions définitives ainsi que les copies électroniques correspondantes et ce, dans un délai de vingt (20) jours à compter de la date de notification des remarques soulevées;
- Soit, le cas échéant, prononcer un refus motivé du rapport pour insuffisance grave dûment justifiée.
- En cas de refus d'un rapport, le prestataire est tenu de soumettre au maître d'ouvrage, dans un délai de vingt (20) jours, un nouveau rapport et la procédure décrite, ci-dessus, est

réitérée et ce sans préjudice de l'application éventuelle des dispositions de l'article 42 du CCAG-EMO.

Dans tous les cas, les frais de reprise des rapports sont entièrement à la charge du prestataire. Les délais que se réserve le maître d'ouvrage pour approuver les rapports de l'étude, ne sont pas compris dans le délai d'exécution des prestations objet du présent appel d'offres ouvert.

ARTICLE 9 : RÉFÉRENCES ET COMPOSITION DE L'ÉQUIPE DU PRESTATAIRE

Cette équipe sera composée d'au moins Cinq (5) experts dont la compétence est avérée dans les domaines du développement territorial, l'économie sociale et solidaire, le montage des projets d'investissement et la gouvernance. Il s'agit de :

- Chef de projet ayant une solide formation dans le domaine économique et sociale et une expérience avérée dans la conduite des projets de développement et d'investissement. Avec une ancienneté d'au moins dix ans ;
- Un Expert dans les domaines financier et des montages des projets (montage technique et financier) ;
- Un Expert spécialisé en géographie humaine ou similaire ayant des références confirmées dans le domaine de l'économie sociale et solidaire ;
- L'expert dans le domaine des statistiques et des sondages d'opinions ;
- Un architecte.

La prise en considération de l'approche genre dans la constitution de l'équipe sera très appréciée.

- Le prestataire devra en outre mettre en place une structure d'appui pour assurer le secrétariat et veiller à la préparation et au suivi des prestations. Le prestataire pourra aussi adjoindre à cette équipe toute autre personne qualifiée pour enrichir ces prestations.

ARTICLE 10- PENALITES DE RETARD :

A défaut d'avoir terminé l'étude dans les délais prescrits, il sera appliqué au concurrent une pénalité par jour calendaire de retard de 1% du montant du marché modifié ou complété éventuellement par les avenants.

Cette pénalité sera appliquée de plein droit et sans mise en demeure sur toutes les sommes dues au concurrent.

L'application de ces pénalités ne libère en rien le concurrent de l'ensemble des autres obligations et responsabilités qu'il aura souscrites au titre du présent marché.

Toutefois, le montant cumulé de ces pénalités est plafonné à 10 pour cent (10 %) du montant du marché modifié ou complété éventuellement par des avenants.

Lorsque le plafond des pénalités est atteint, l'autorité compétente est en droit de résilier le marché après mise en demeure préalable et sans préjudice de l'application des mesures coercitives prévues par l'article 42 du CCAG-EMO.

ARTICLE 11 : NATURE DES PRIX

Le présent marché est à prix global.

Le prix est établi et calculé sur la base de la décomposition du montant global annexée au présent cahier des prescriptions spéciales.

Le prix global est celui dans lequel un prix forfaitaire couvre l'ensemble des prestations qui font l'objet du marché. Ce prix forfaitaire est calculé, sur la base de la décomposition du montant global, chacun des postes de la décomposition est affecté d'un prix forfaitaire. Le montant global est calculé par addition des différents prix forfaitaires indiqués pour tous ces postes.

Les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de services y compris tous les droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et assurer au prestataire de services une marge pour bénéfices et risques et d'une façon générale toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe du travail.

ARTICLE 12- MODE DE REMUNERATION :

Le paiement se fera de la manière suivante :

Désignation	Taux de paiement
<u>Mission I</u> : Cadrage méthodologique	10 %
<u>Mission II</u> : Etat des lieux de l'économie social et solidaire dans la région (matière première, produits, filières porteuses, etc.) et un sondage d'opinion auprès des acteurs concernés concernant les composantes du projet et sa faisabilité dans le lieu dispensé par la région.	35 %
<u>Mission III</u> : Benchmarks des expériences similaires (Trois nationaux et/ou internationaux) pour mieux argumenter le choix des composantes du projet et son mode de gouvernance.	20 %
<u>Mission VI</u> : Présentation du modèle arrêté ; ses composantes, le dimensionnement approximative des espaces, le mode de gouvernance et de gestion du complexe.	35 %

Il est entendu que pour les concurrents non installés au Maroc, les virements seront opérés au profit du titulaire déduction faite de la retenue à la source de 10% et de 20% de la TVA. L'administration se libérera des sommes dues en procédant à un virement au compte bancaire ou postal du titulaire inscrit au niveau de son acte d'engagement.

ARTICLE 13 - DOMICILIATION DE PAIEMENT :

L'Administration se libérera des sommes dues par elle, en faisant donner crédit au nom du titulaire au compte bancaire mentionné à l'acte d'engagement.

ARTICLE 14 - CAUTIONNEMENT :

Le cautionnement provisoire est fixé à **Dix Mille Dirhams (10 000,00 DHS)**.

Le cautionnement définitif est fixé à 3% (trois pour cent) du montant initial du marché. Il doit être constitué dans les trente (30) jours qui suivent la notification de l'approbation du marché.

ARTICLE 15 - RECEPTION PROVISOIRE ET DEFINITIVE :

La réception provisoire sera prononcée après remise des dossiers définitifs de l'étude dûment approuvés par l'Administration. La réception définitive sera prononcée en même temps que la réception provisoire de l'étude.

ARTICLE 16 - RETENUE DE GARANTIE :

Par dérogation à l'article 13 du CCAG-EMO, il ne sera pas appliqué de retenue de garantie.

ARTICLE 17 - NANTISSEMENT :

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement du marché, il sera fait application des dispositions de la loi n°112-13 relatif au nantissement des marchés publics promulguée par le dahir n°1-15-05 du 29 rabii II (19 février 2015), étant précisé que :

- 1) La liquidation des sommes dues par le maitre d'ouvrage en exécution du présent marché sera opérée par les soins de Monsieur le président de la Région Fès-Meknès
- 2) Au cours de l'exécution du marché, les documents cités à l'article 8 de la loi n°112-13 peuvent être requis du maitre d'ouvrage par le titulaire du marché ou le bénéficiaire du nantissement ou de la subrogation, et sont établis sous sa responsabilité
- 3) Lesdits documents sont transmis directement à la partie bénéficiaire du nantissement avec communication d'une copie au titulaire du marché, dans les conditions prévues par l'article 8 de la loi n° 112 – 13 .
- 4) Les paiements prévus au marché seront effectués par le trésorier régional de Fès seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du marché.
- 5) Le maitre d'ouvrage remet au titulaire du marché une copie du marché portant la mention « exemple unique » dûment signé et indiquant que ladite copie est délivrée en exemplaire unique à former titre pour le nantissement du marché.

ARTICLE 18 - VALIDITE DU MARCHE :

Le présent marché ne sera valable, définitif et exécutoire qu'après visa du Trésorier Régional de Fès et son approbation par l'autorité compétente et sa notification au titulaire du marché.

ARTICLE 19 - RESILIATION :

La résiliation du marché peut être prononcée dans les conditions et modalités prévues par l'article 45 du décret n° 2-12-349 du 20 Mars 2013 relatif aux marchés de l'Etat et celles prévues aux articles 27 à 33 et 52 du CCAG-EMO.

La résiliation du marché ne fera pas obstacle à la mise en œuvre de l'action civile ou pénale qui pourrait être intentée au titulaire du marché en raison de ses fautes ou infractions.

Si des actes frauduleux, des infractions réitérées aux conditions de travail ou des manquements graves aux engagements pris ont été relevés à la charge du prestataire de services, le Président de la région, sans préjudice des poursuites judiciaires et des sanctions dont le prestataire de services est passible, peut par décision motivée, prise après avis de la Commission des Marchés, l'exclure temporairement ou définitivement de la participation aux marchés de son administration

ARTICLE 20 - ARRET DE L'ETUDE :

Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'arrêter l'exécution de l'étude après l'expiration du délai des quatre missions de l'étude qui est fixé à Cinq (5) mois, et ce après réception desdits missions et ce conformément aux dispositions de l'article 28 du CCAG-EMO, et de l'article 154 du Décret n° 2-12-349 du 8 Joumada Ier 1434 (20 mars 2013).

ARTICLE 21 - TAXES ET IMPOTS :

Pour toutes les prestations, objets du présent marché, le Consultant, n'ayant pas d'établissement au Maroc et son personnel expatrié, seront passibles des taxes, impôts, retenues à la source, droits de douane fiscaux, redevances, contributions et autres, perçus sur le territoire du Royaume, conformément à la législation fiscale au Maroc.

ARTICLE 22 - FRAIS DE TIMBRES ET D'ENREGISTREMENT :

Les frais de timbres et d'enregistrement du présent marché, sont à la charge du Consultant tels que ces droits résultent des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 23 - ELECTION DE DOMICILE :

1- Les notifications du maître d'ouvrage sont valablement faites au domicile élu ou au siège social du titulaire mentionné dans l'acte d'engagement.

2- En cas de changement de domicile, le titulaire est tenu d'en aviser le maître d'ouvrage, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les quinze (15) jours suivant la date d'intervention de ce changement.

ARTICLE 24 - PROPRIETE DE L'ETUDE :

Après approbation, les documents établis par le contractant deviennent propriété à l'Administration.

ARTICLE 25 - SECRET PROFESSIONNEL :

Le Consultant et son personnel sont tenus du secret professionnel. Les documents remis par l'Administration les résultats des contacts ou de l'étude confiée au consultant, etc.... ne doivent en aucun cas, faire l'objet d'une communication écrite ou verbale ou utilisés à d'autres fins que pour la présente étude, sans l'accord préalable écrit de l'Administration.

Le personnel du consultant sera assujéti, pour ce qui concerne son activité découlant de la présente étude, au secret professionnel dans les mêmes conditions que les fonctionnaires de l'Etat.

ARTICLE 26- SOUS TRAITANCE :

Le recours à des sous-traitants se fera conformément aux dispositions de l'article 158 du décret n° 2-12-349 précité du 8 Joumada I 1434 (20 mars 2013). La partie ne pouvant pas être sous-traitées étant le corps de l'étude.

ARTICLE 27 - CONTESTATIONS :

Les différends auxquels pourrait donner lieu l'exécution du marché seront réglés conformément aux dispositions du CCAG-EMO.

ARTICLE 28 - CAS DE FORCE MAJEURE :

En cas d'événement de force majeure tel que défini par les articles 268 et 269 du dahir du 9 ramadan 1331 (12 août 1913) formant code des obligations et contrats, les dispositions de l'article 32 du CCAG-EMO seront appliquées par l'Administration.

ARTICLE 29 – ASSURANCES :

Le titulaire est tenu à respecter les dispositions de l'article 20 du CCAG-EMO relatif à l'assurance et responsabilité.

ARTICLE 30 – DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION :

L'approbation des marchés doit être notifiée à l'attributaire dans un délai maximum de soixante-quinze (75) jours à compter de la date d'ouverture des plis. Dans le cas où le délai de validité des offres est prorogé conformément au deuxième alinéa de l'article 33 ci-dessus, le délai d'approbation visé au premier alinéa ci-dessus est majoré d'autant de jours acceptés par l'attributaire du marché.

Si la notification de l'approbation n'est pas intervenue dans ce délai, l'attributaire est libéré de son engagement vis-à-vis du maître d'ouvrage. Dans ce cas, mainlevée lui est donnée de son cautionnement provisoire.

Lorsque le maître d'ouvrage décide de demander à l'attributaire de proroger la validité de son offre, il doit, avant l'expiration du délai visé à l'alinéa premier ci-dessus, lui proposer par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par tout autre moyen de communication donnant date certaine, de maintenir son offre pour une période supplémentaire ne dépassant pas trente (30) jours. L'attributaire doit faire connaître sa réponse avant la date limite fixée par le maître d'ouvrage.

En cas de refus de l'attributaire, mainlevée lui est donnée de son cautionnement provisoire.

Le maître d'ouvrage établit un rapport, dûment signé par ses soins, relatant les raisons de la non approbation dans le délai imparti. Ce rapport est joint au dossier du marché.

ARTICLE 31 - BORDEREAU DU PRIX GLOBAL ET DECOMPOSITION DU MONTANT GLOBAL

A/ BORDEREAU DU PRIX GLOBAL

N° du prix	Désignation des Prestations	Unité	Quantité	Prix Unitaire en DH (H.T)	Montant DH (H.T)
1	ETUDE DE MISE EN PLACE D'UN COMPLEXE REGIONAL DE VALORISATION DES PRODUITS ET DES METIERS DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE	F	1		
TOTAL H.T					
TVA 20%					
TOTAL TTC					

Fait à, le.....
(Signature et cachet du concurrent).

B/ DECOMPOSITION DU MONTANT GLOBAL

N° du prix	Désignation des Prestations	Unit é	Quanti té	Prix Unitaire en DH (H.T)	Total DH (H.T) En chiffre
1	<u>Mission I : Cadrage méthodologique</u>	F	1		
2	<u>Mission II : Diagnostic et opportunités</u> Etat des lieux de l'économie sociale et solidaire dans la région et sondage d'opinion auprès des acteurs concernés concernant les composantes du projet et sa faisabilité dans le lieu dispensé par la région.	F	1		
3	<u>Mission III : Benchmark</u> Benchmarks des expériences similaires	F	1		
4	<u>Mission VI : faisabilité</u> Présentation du modèle arrêté ; ses composantes, le dimensionnement approximatif des espaces, le mode de gouvernance et de gestion du complexe.	F	1		
TOTAL HT					
TVA 20%					
TOTAL TTC					

Fait à, le.....
(Signature et cachet du concurrent).



MARCHE N°.....

**OBJET DU MARCHE : ETUDE DE MISE EN PLACE D'UN COMPLEXE
REGIONAL DE VALORISATION DES PRODUITS ET DES METIERS DE
L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE – REGION FES-MEKNES**

Marché passé par Appel d'Offres Ouvert sur offres de prix en vertu de l'alinéa 2, du paragraphe 1 de l'article 16 et le paragraphe 1 de l'article 17 et l'alinéa 3, du paragraphe 3 de l'article 17, du décret n° 2-12-349 du 8 Joumada I 1434 (20 Mars 2013) relatif aux marchés publics.

MONTANT DU MARCHE :

.....
.....

Dressé par :  Directeur de l'Agence Régionale d'Exécution des Projets Région Fes - Meknès Youssef ZIANI 11 4 MAI 2018	Lu et accepté par le consultant :
Présenté par :  Pour le Président et P.O Directeur Général des Services Abderrazzak MOUMNI 17.5 MAI 2018	Visé par :
Approuvé par :	